

Le ministre Kelleher a également indiqué que cette décision préliminaire pourrait être modifiée ou que ses effets pourraient être atténués lorsqu'une décision finale sera rendue, au plus tard le 10 juin. Si le département du Commerce conclut à des subventions importantes, la Commission du commerce international des Etats-Unis devra décider d'ici le 25 juillet si les importations canadiennes ont causé un préjudice à l'industrie américaine. Si aucun préjudice n'est trouvé, l'affaire sera classée. Toutefois, les exportateurs canadiens de porc et de viande de porc devront d'ici là verser des cautionnements au titre des droits provisoires qui seront perçus. "Il ne fait aucun doute que cette décision préliminaire nuira considérablement à l'exportation par le Canada d'un produit dont l'importance est vitale pour de nombreux agriculteurs et abattoirs canadiens", a ajouté le ministre.

Le département américain du Commerce a mené une enquête à la suite d'une plainte déposée par le National Pork Producers Council selon lequel les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada versent des subventions aux producteurs de porc et de viande de porc fraîche, réfrigérée et congelée du Canada, et que les exportations canadiennes de ces produits à destination des États-Unis causent un préjudice à l'industrie américaine. Les signataires de la plainte demandent que des droits compensateurs soient imposés pour compenser les avantages de ces prétendues subventions. Bien que divers programmes fédéraux et provinciaux soient à l'étude, la principale question est de savoir si les paiements de stabilisation fédéraux et provinciaux versés aux producteurs de porc sont des subventions de l'avis du département du Commerce, et si ces paiements constituent ou non un avantage pour les producteurs de porc.

En conclusion, le ministre Kelleher a indiqué que des représentants du gouvernement fédéral rencontreront prochainement à Ottawa des représentants des provinces et de l'industrie canadienne pour établir la position du Canada face à cette décision préliminaire. "Avec la collaboration des provinces et de l'industrie canadienne, nous sommes déterminés à faire disparaître cette grave menace pour deux exportations canadiennes vitales", a ajouté le Ministre.